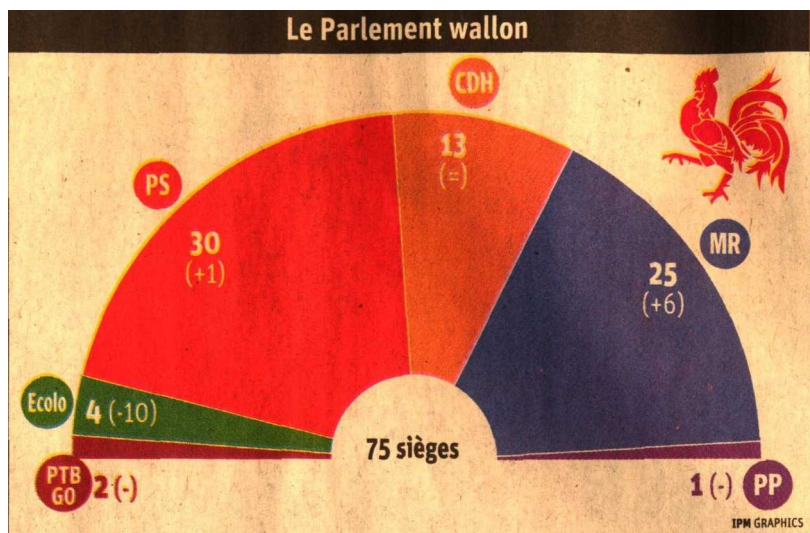
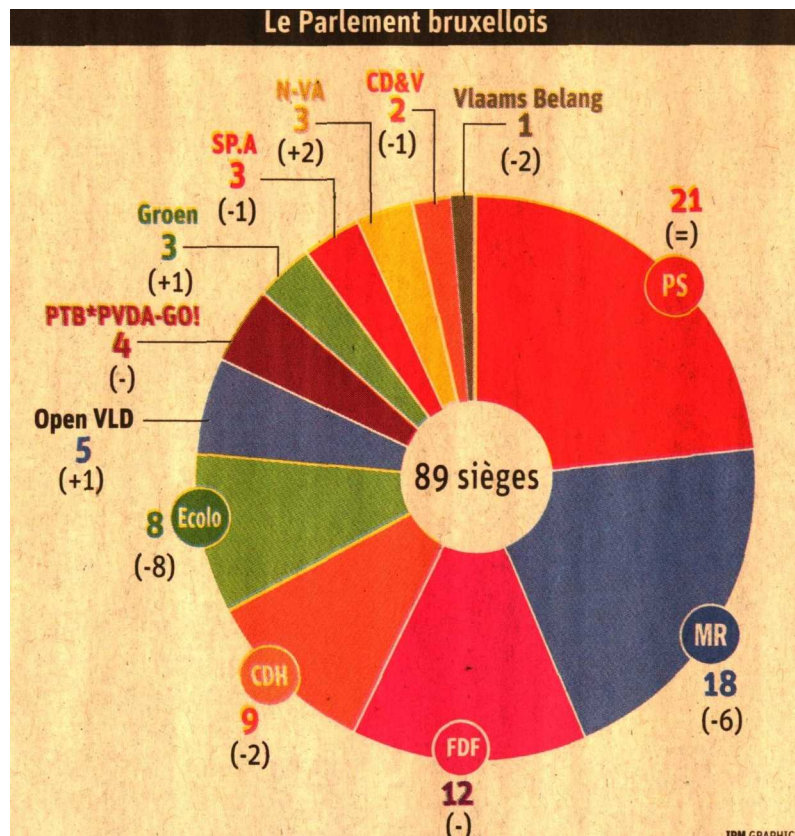
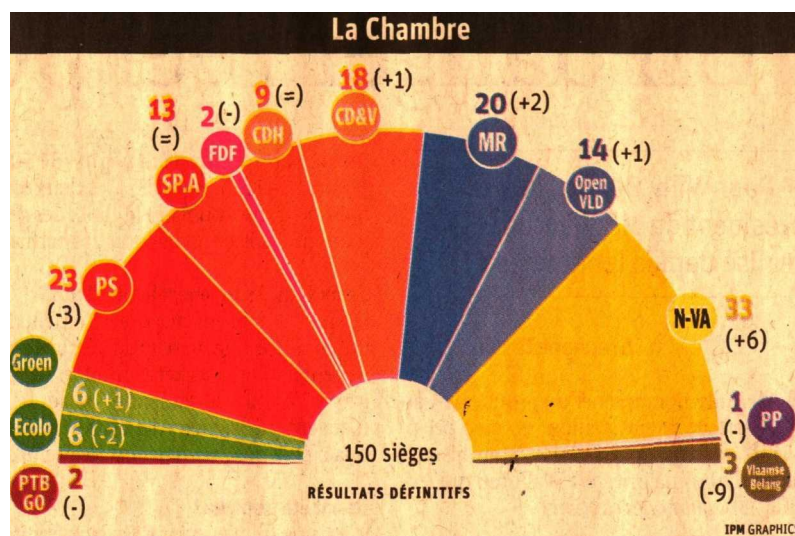
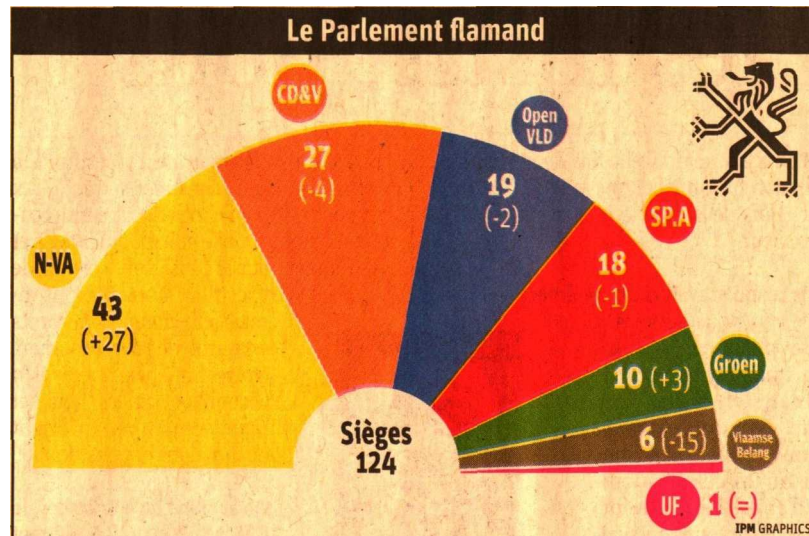


Le MR perd le deuxième tour en Wallonie et à Bruxelles





La nouvelle coalition "progressiste" est sur les rails

C'est en début d'après-midi, jeudi, que l'information commence à filtrer. Un accord est intervenu pour la formation des gouvernements wallon, bruxellois et de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Le PS et le CDH vont entamer les discussions pour la formation d'une coalition rouge-romaine en Wallonie. A Bruxelles, le FDF complètera l'attelage. Le MR est reparti pour cinq années supplémentaires d'opposition dans les Régions et communautés.

En Wallonie, ce sera donc la rouge-romaine comme entre 2004 et 2009, ou "la coalition du chêne après l'Olivier" comme la qualifiée le président du CDH, Benoît Lutgen, à son arrivée au Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles pour l'annonce de l'accord.

Devant une assemblée fournie de journalistes, le trio du PS (Di Rupo, Ma-

gnette, Onkelinx) prend la parole pour justifier cette coalition qui laisse sur le bord du chemin un MR qui, en Wallonie, a pourtant gagné les élections. "Nous avons annoncé la coalition la plus progressiste possible si l'électeur le permettrait. Nous avons voulu rester cohérents. La première famille francophone c'est le PS et nous avons quand même gagné un siège en Wallonie. Nous sommes dans le camp des gagnants." Paul Magnette rappellera encore que la formation de ces gouvernements n'est en rien liée à la formation du gouvernement fédéral: "C'est un système fédéral, la symétrie ne doit donc pas être absolue." Et Lutgen d'insister: "Cela ne préjuge en rien des négociations à ce niveau", précisant entre les lignes que le PS n'aurait en aucun cas imposé au CDH de refuser de monter dans l'attelage fédéral.

Les négociations débutent samedi

Pour la formation du futur gouvernement wallon, les négociations débuteront donc samedi matin à l'Elysette. Les priorités pour la future DPR (déclaration de politique régionale) sont, sans surprises, la poursuite du plan Marshall, l'enseignement et la formation, un redéploiement économique de la Wallonie encore plus rapide et l'accueil, le 1^{er} juillet 2014, des nouvelles compétences transférées aux régions par la 6^e réforme de l'Etat. "C'est l'un des défis majeurs", a précisé Di Rupo qui espère qu'un gouvernement wallon sera en place à ce moment-là.

Pour Bruxelles, "j'ai fait ce que j'avais annoncé", a commenté Laurette Onkelinx, chargée par le PS de mener les négociations en Région bruxelloise. A savoir, privilégier une alliance progressive donc sans les libéraux si les scores le permettaient. Il fallait également te-

nir compte "du signal important de l'électeur" qui a placé le FDF sur la troisième marche du podium bruxellois, a-t-elle expliqué. "Le CDH s'est stabilisé à Bruxelles", a ajouté Laurette Onkelinx.

Olivier Maingain s'est félicité d'avoir, "en tant que président", rempli les deux objectifs qu'il s'était fixé pour son parti avant les élections: "faire un bon score électoral et exercer une influence politi-

que à Bruxelles". Le président du FDF a rappelé que la majorité présentée jeudi est celle qui avait "lancé" la Région bruxelloise à sa naissance, en 1989. L'alliance PS-PSC-FDF de l'époque "a permis à Bruxelles de s'affirmer comme région à part entière". Olivier Maingain a par ailleurs fait part des priorités du FDF quant au projet politique qui devra sortir des négociations qui s'enta-

meront mardi: "permettre aux Bruxellois de s'appropriier les richesses produites" dans la capitale et revoir "les priorités" pour ce qui concerne les dépenses publiques.

Il se confirme par ailleurs que Open VLD, SP.A et CD&V entameront rapidement des négociations en vue de former la partie néerlandophone du futur gouvernement bruxellois.

S.Ta. et M.Co.

Le coup de poker du PS pour être de tous les exécutifs

Analyse Vincent Rocour

Annonce surprise ce jeudi après-midi. PS et CDH, avec l'appoint du FDF à Bruxelles, ont fait part de leur intention de nouer des alliances au niveau régional et à la Communauté française. Une telle annonce n'étonne qu'à moitié. C'est plutôt le moment de son dévoilement qui surprend. On s'attendait à ce que le PS laisse la négociation fédérale prendre forme avant d'abattre ses cartes. Voici les questions que soulève le coup de poker du PS.

1 Pourquoi le PS a-t-il sorti son atout si tôt dans les négociations? Les socialistes francophones ont probablement eu peur d'être doublés par le MR et le CDH engagés dans la négociation fédérale sous la houlette de Bart De Wever. Le patron de la N-VA souhaitait – et souhaite toujours – former une coalition sans le PS au gouvernement fédéral. Ce scénario oblige certes le MR et le CDH à renier leur promesse, formulée avant les élections, de ne pas s'allier avec la N-VA. Mais les reniements ne sont pas rares en politique. Il faut juste un peu de temps pour les rendre acceptables aux yeux du public. Le PS a voulu agir avant que ce délai raisonnable n'expire. Il a profité de la crainte du CDH d'être écarté des majorités au profit d'une alliance PS-MR pour sceller une alliance avec lui. Au passage, il garde la main sur le cours des événements avant le long week-end de Pentecôte et la remise, mardi, du second rapport de l'informateur au Roi.

2 Le choix des partenaires pourrait-il encore changer? En politique, tout est toujours possible. Mais il est peu probable que PS et CDH renient leur parole. Depuis la création des Régions en 1980, les négociations en vue de former des gouvernements régionaux ont toujours abouti.

3 Est-ce que l'annonce d'alliances PS-CDH, avec le FDF à Bruxelles, va influencer la formation du gouvernement fédéral? Il est évident que la décision du PS de précipiter la formation des exécutifs dans les Régions va influencer le cours de la négociation fédérale. L'informateur Bart De Wever marchait sur des œufs. Craignant se faire balayer par des tripartites classiques partout, il tardait à dévoiler son jeu. Maintenant qu'il connaît la couleur des coalitions en Région wallonne et à Bruxelles, il va pouvoir accélérer le rythme. Et tenter de forcer la constitution de majorités de droite au fédéral et en Flandre.

4 Le choix du PS en Wallonie et à Bruxelles le condamne-t-il au fédéral? Bart De Wever n'aura plus aucun scrupule à initier une négociation entre MR, CDH, N-VA, CD&V et si nécessaire Open VLD – soit la fameuse coalition des droites dont il rêve. Le MR ne devrait pas trop se faire prier pour entrer dans de telles négociations. Le coup de poignard que le PS vient de lui asséner balayera les réticences qu'il avait formulées à propos de l'éventualité d'entrer dans un gouvernement fédéral avec la N-VA. Mais le CDH n'aura sans doute pas le même entraînement. Il ne va pas se mettre à dos le PS

avec qui il vient de conclure une alliance dans les Régions. Il aura, en outre, incontestablement plus de mal que le MR à accepter un programme de gouvernement qui penchera inmanquablement très à droite. On pourrait alors avoir un remake du film joué en 2007 par le CDH qui a freiné des quatre fers la constitution de l'Orange bleue – le nom donné à la coalition avortée entre libéraux et sociaux-chrétiens. A l'époque, le PS avait été appelé pour débloquer la situation. Un an plus tard, le CD&V se séparait de la N-VA. Beaucoup s'attendent au même scénario. Au PS, on y croit ferme en tout cas. Et quand bien même, par extraordinaire, les socialistes resteraient à quai. Au moins ne devront-ils pas assumer des décisions difficiles que les partenaires flamands imposeront inévitablement sur le plan socio-économique.

5 Quelles sont les conséquences sur les relations avec la Flandre? On s'attendait à ce que la Flandre soit la première à se doter d'un gouvernement régional. La N-VA, qui a hérité de la mission d'informateur fédéral, a hésité. Et a donc été prise de vitesse par le PS. Mais plus rien ne la retient désormais. Elle va pouvoir lancer sans plus attendre des négociations en vue de former le gouvernement flamand. Et elle le fera avec le CD&V, son partenaire désigné. Ce qui va nécessairement compliquer la formation du gouvernement fédéral. Car si c'est la tripartite qui doit s'imposer au fédéral, il faudra séparer le CD&V de la N-VA. Si ces deux-là scellent une alliance en Flandre, cela ne va pas être une partie de plaisir.

29

MR ET CDH ENSEMBLE

Une coalition fédérale avec le MR et le CDH n'aurait pas de majorité francophone: 29 sièges sur 63.

“Un danger réel pour les institutions”

■ Pour Willy Borsus, le vice-président du MR, l'accord était réalisé depuis longtemps déjà.

Entretien Stéphane Tassin

Willy Borsus, chef du groupe MR au Parlement wallon et vice-président du parti dénonce la mise en place d'une majorité en Wallonie qui exclut “le gagnant des élections”.

Willy Borsus, l'annonce d'une coalition PS-CDH en Wallonie est une douche froide.

C'est d'abord un manque de respect incroyable des électeurs. Nous gagnons 16 sièges toutes assemblées confondues. En Wallonie nous gagnons 76 571 voix. Les deux partis qui vont composer le gouvernement ont respectivement perdu 25 150 voix (PS) et 13 450 voix (CDH). Ces deux formations politiques oublient le choix des gens et mettent en place la coalition des battus.

Selon vous, ils trompent les électeurs?

Les gens réagissent très négativement. Nous gagnons presque un tiers de députés au Parlement wallon. On fait comme si ce n'était rien. C'est à se demander si les choses

n'étaient pas signées depuis longtemps. Si cela n'était pas prévu depuis longtemps.

Ils ont été trop vite?

C'est une fuite en avant. De la précipitation dans un contexte difficile pour le pays. Tout ça représente un danger réel pour le fonctionnement de nos institutions. Tout ça va compliquer les négociations au niveau fédéral. J'ai le sentiment qu'ils agissent sans se soucier des conséquences. Le PS voulait une majorité progressiste marquée à gauche, le

CDH choisit une nouvelle fois de reprendre sa relation fusionnelle avec le PS. Le CDH a fait le choix de la gauche, c'est un fait politique majeur.

Quelle coalition avait votre préférence?

En ce qui nous concerne, nous plaidions d'abord pour que l'on respecte le choix des électeurs. Il y a eu un signe fort en notre faveur. Nous plaidions pour qu'un certain nombre d'efforts et de réformes soient menés en Wallonie. Nous souhaitons voir qui était en mesure de nous accompagner pour mener ces réformes.

Quelles seront les répercussions de ce choix du PS et du CDH au niveau fédéral?

À ce stade, ils rajoutent de l'incertitude à l'incertitude. Nous constatons que deux partis politiques ont choisi de faire une coalition sans nous. Quelle gifle pour les gens et je suis inquiet pour le pays. Nous sortons de dix années d'opposition, nous n'avons jamais été aussi importants en terme de représentation. Notre franchise a été bien accueillie par les gens et nous repartons pourtant encore dans l'opposition.

On apprend qu'à Bruxelles, le CD&V et l'Open VLD refusent de travailler dans un gouvernement avec le FDF? Ça va sauver le MR?

C'est la conséquence de cette fuite en avant. Ils imaginaient faire un gouvernement entre vieux copains avec, à Bruxelles, l'appoint du FDF.

“Le MR ne veut pas foutre le feu à la Belgique”

■ Jean-Luc Crucke, élu wallon MR, dénonce les “pickpockets” PS et CDH.

Entretien Frédéric Chardon

Le député wallon Jean-Luc Crucke (MR) est déchaîné. Il promet au futur gouvernement wallon PS-CDH une opposition très dure pendant cinq ans. Pour le fédéral, Jean-Luc Crucke veut que son parti prenne le temps de réfléchir avant de mettre le PS dehors.

C'est une baffe pour le MR wallon et bruxellois?

Les pickpockets de la démocratie sont entrés en action. Elio Di Rupo a oublié un peu vite qu'il a fait, à l'époque, manifester la population montoise six

ans avant de devenir bourgmestre pour dénoncer le fait qu'on lui avait volé sa victoire aux élections.... Quand on oublie son histoire personnelle, il faut commencer à s'inquiéter. Peut-être qu'il ne tient plus à son poste de Premier ministre... J'imagine l'effet que l'annonce des majorités constituées du côté francophone va avoir en Flandre. Ça va

renforcer la N-VA comme jamais... Sans compter le camouflet pour le travail du Roi en vue de la constitution d'un gouvernement fédéral.

Pourquoi les libéraux ne sont-ils pas les partenaires finalement choisis par le PS?

C'est la peur qui a guidé le PS et le

CDH, c'est la peur de prendre des vraies décisions face aux enjeux énormes. Notamment les enjeux budgétaires qui ont été occultés du côté wallon. Moi, ça fait dix ans que je suis dans l'opposition, ça ne me dérange pas de repartir pour 5 ans de plus. Ce sera 5 ans de combat total. Je m'y prépare déjà: je suis député, pas dépité... Le MR a gagné les élections et on nous vole. Ce sont deux partis qui ont perdu des voix qui vont gouverner la Wallonie.

Et au fédéral alors? Le MR va se jeter dans les bras de Bart De Wever pour se venger du PS? Vous aviez fait des déclarations allant dans le sens de la possibilité d'un gouvernement avec les nationalistes flamands.

Il est beaucoup trop tôt pour savoir ce qu'on fait au fédéral de manière certaine. On ne veut pas foutre le feu à la maison Belgique. Mais le MR ne sera pas amnésique.... Les gestes posés ce jeudi auront un effet. Le PS et le CDH sont capables de tout pour rester

au pouvoir et pour rester des partis “alimentaires”. Au CDH, très bientôt, il y aura plus de listes électorales que de députés finalement élus...

Oui, mais, justement, puisqu'il va y avoir des effets, comme vous dites, cela veut-il dire que le MR soit tenté de mettre le PS dans l'opposition au fédéral?

Je le répète: cette question est prématurée. Le MR ne veut pas non plus foutre tout le pays en l'air, hein!

Vous êtes dans le clan des “reynderiens”. Charles Michel va-t-il être contesté en interne comme président de parti?

Charles Michel a négocié sur la base d'une stratégie décidée en commun. On ne va pas, en prime, diviser le MR maintenant! Les coalitions qui nous excluent vont au contraire renforcer l'unité du parti.

Les coulisses de la mise à mort du rêve régional du MR

■ Un axe PS-CDH existait avant les élections. Les libéraux n'ont pas pu négocier réellement avec le PS. En voici les détails.

Enquête **Frédéric Chardon**

KO debout... L'histoire libérale repasse les plats. Il y a dix ans, en 2004, le MR de Louis Michel était mis à terre en étant renvoyé dans l'opposition par un axe PS-CDH dans les entités fédérées. En 2014, c'est le MR de son fils, Charles Michel, qui est empêché par le même duo PS-CDH de revenir au pouvoir dans les Régions et à la Fédération Wallonie-Bruxelles. Les libéraux étaient en danger dans les Régions, ils le savaient. Comme "La Libre" l'avait révélé sur son site Web dès le lendemain des élections, les socialistes et les humanistes étaient déjà en pourparlers avant le 25 mai pour constituer l'axe de base des futures majorités fédérées. Un axe PS-CDH, donc.

La question n'était toutefois pas définitivement tranchée: fallait-il ouvrir ce duo de base au MR ou pas? Ou alors s'en passer en Wallonie et l'ouvrir au contraire au FDF à Bruxelles? C'est donc la seconde option qui a été retenue. Le président du PS, Paul Magnette, a téléphoné au président des libéraux jeudi matin pour l'informer officiellement de la nouvelle. Cette décision des socialistes d'écarter le MR de l'axe PS-CDH déjà constitué, a été définitivement validée mercredi et jeudi matin au sein du parti.

La pièce s'est jouée à Bruxelles: si le MR avait été premier, il aurait pu prendre la tête des négociations régionales et mettre dans la balance la participation des socialistes au gouvernement bruxellois à la participation des libéraux au gouvernement wallon (dans le cadre d'une tripartite traditionnelle généralisée). Mais les urnes en ont décidé autrement, le MR est deuxième dans la capitale. Le sort des libéraux était scellé. Le duo PS-CDH pouvait les maintenir dans l'opposition.

Froideur d'Onkelinx

Pas de naïveté libérale: Charles Michel avait senti

l'oignon depuis déjà plusieurs jours. Surtout lors de l'entrevue entre lui et la formatrice du gouvernement bruxellois, la socialiste Laurette Onkelinx. Un MR proche des négociations raconte l'entrevue: "La réunion entre Onkelinx et Michel a été très froide. Elle a reçu Charles Michel qui était accompagné d'un collaborateur par un glacial "pas de sherpa" pour signifier que le collaborateur devait sortir. Toute proposition mise en avant par Charles Michel était balayée avec un froid "non, ce ne sera pas possible". Le signal était clair car Charles Michel n'abordait que des propositions générales, sur la formation à Bruxelles par exemple, ça ne mangeait pas de pain. Il n'y avait rien à faire pour Charles Michel, c'était déjà terminé."

En Wallonie, c'est Paul Magnette et Elio Di Rupo qui ont reçu Charles Michel. Lui, négociait seul. L'entretien s'est révélé un peu plus cordial qu'avec Laurette Onkelinx "mais on n'a pas parlé du fond des dossiers, on n'a rien négocié, on a juste échangé des politesses", confie une autre source proche des négociations wallonnes.

Le CDH ne répondait plus

De son côté, évidemment, le président du MR ne s'est pas croisé les bras: il a tenté, mais en vain, de ramener le CDH du côté du MR "en faisant des propositions très intéressantes à Benoît Lutgen pour la formation des gouvernements wallons, bruxellois et de la Fédération, raconte une éminence de l'avenue de la Toison d'or (le QG du MR). Mais, depuis trois jours, Benoît Lutgen n'avait plus donné le moindre signe de vie au MR. C'était mort avec le CDH."

Tiens, au fait, dans les colonnes de "La Libre", quelques jours avant les élections, Didier Reynders avait fait un appel du pied au FDF à Bruxelles, sous-entendant qu'une alliance entre les amarantes et les bleus était toute naturelle car les deux formations, anciennement réunies dans un cartel, partageaient encore le même ADN. Toujours selon nos sources au MR, il n'y a eu quasiment aucun contact entre Charles Michel et Olivier Maingain. "Il y a de la haine personnelle entre les deux hommes, relève un MR. En négociant avec le PS, Maingain s'est aussi vengé de Charles Michel après les querelles sur la fin du cartel MR-FDF."

Le CD&V ne veut pas lâcher la N-VA, ni en Flandre ni au fédéral

Depuis une semaine, les observateurs du nord du pays l'affirment: ce sont les démocrates chrétiens flamands qui seront les vrais arbitres et qui dicteront l'architecture des prochains gouvernements, en Flandre et au fédéral. Pourquoi dès lors les entend-on si peu? Pour l'instant, les responsables du parti attendent en silence. Mais les démocrates chrétiens ne sont pas inactifs et font passer des messages très clairs. Un élément semble de plus en plus évident: le CD&V ne veut pas lâcher la N-VA. Le CD&V veut gouverner avec la N-VA. Et ce, aussi bien en Flandre qu'au niveau fédéral. Pourquoi? En fin de campagne électorale, on avait pourtant vu Kris Peeters, le ministre-président flamand, mener des assauts très durs contre la N-VA et son programme "antisocial". C'était évidemment de la stratégie. Car, dès le lendemain des élections, les principaux responsables du CD&V, réunis en G7, ont tous marqué leur nette préférence pour une association avec la N-VA et ce à tous les niveaux de pouvoir (Flandre et fédéral). N'y aurait-il donc aucune résistance à l'égard des nationalistes? Non. Ou si peu. Les états d'âme, c'est fini. Même l'ACW, l'aile gauche du parti, fortement affaiblie depuis quelque temps, ne s'oppose plus à un gouvernement "des droites". Car, d'après ce qui s'est dit à ces réunions, les députés ont senti le vent du boulet: les électeurs leur ont donné une dernière chance. Voter pour le CD&V, OK, à condition qu'il s'allie à la N-VA. Sinon, la prochaine fois... Malgré les antagonismes, notamment sur le programme institutionnel, les électeurs du CD&V et ceux de la N-VA se sentent souvent frères ou cousins. D'aucuns rêvent toujours de reconstituer un cartel. Donc, le CD&V a décidé de tout faire pour garder la N-VA à bord. Et la N-VA fera tout pour garder le CD&V, son allié privilégié.

Mardi l'informateur royal, Bart De Wever aurait dû déposer une note allant dans ce sens: des négociations, socio-économiques avec quatre partis: la N-VA, le CD&V, le MR et le CDH. Mais on voit mal comment le CDH, allié à des partenaires "progressistes" en Wallonie pourrait participer à un gouvernement fédéral "de droite".

V.d.W.

Les humanistes sur du velours à tous les étages

Le CDH, formation centriste, a parfaitement bénéficié de sa position de pivot. Le voilà dans les majorités en Wallonie, à Bruxelles et en Communauté française. Et en mesure de jouer un rôle important au niveau fédéral, que ce soit dans un gouvernement de centre-droit ou une tripartite traditionnelle. Pour un parti qui vient de perdre des plumes aux élections et qui plafonne à 15 %, c'est plutôt bien payé...

Ceci dit, ce résultat n'est pas une surprise. La seule alternative qui poussait Benoît Lutgen et les siens dans l'opposition était une entente PS-MR, pas franchement dans l'air du temps. Sans oublier la tripartite qui a longtemps eu les faveurs des pronostics, les humanistes avaient donc le choix entre les socialistes et les libéraux.

Au CDH, on jure que toutes les options ont été envisagées et testées. Mais l'association avec le PS semble logique. D'abord sur le plan programmatique, ensuite d'un point de vue comptable (la majorité est nettement plus confortable qu'avec le MR), enfin en raison des affinités entre les personnes. "Il était difficile de refuser une majorité aussi confortable", nous a dit hier un cacique du parti. Ou, insiste un autre, "ce qui se passe ce jeudi n'aura aucune conséquence sur les négociations fédérales". Benoît Lutgen, interrogé en marge de la conférence de presse d'hier, ne disait pas autre chose. Sous-entendu: tant la tripartite traditionnelle que le gouvernement de centre-droit restent d'actualité.

Mais est-il réellement concevable que le PS ait embarqué le CDH dans les régions sans avoir des garanties au niveau fédéral? Seuls les présidents peuvent y répondre.

Quoi qu'il en soit, le CDH peut s'attendre à voir renaître l'étiquette de parti "scotché" au PS, alors qu'une certaine distance était apparue depuis la prise de pouvoir de M. Lutgen. Ensuite, en interne, il y aura des déçus. On sentait l'aile de centre-droit tentée de "prendre un risque" en mettant le PS dans l'opposition partout, même avec des majorités étriquées dans les régions. Objectif: espérer en tirer un bénéfice électoral qui enrayerait la décrue, certes limitée, mais constante d'élection en élection. Partie remise à cinq ans...

A. C.

L'attitude du CD&V a précipité la décision des socialistes

Le PS vient de remporter haut la main le second tour des élections. Il se débarrasse de son meilleur ennemi francophone, le MR, dans les entités régionales. Et il lui met une pression énorme au fédéral. Le MR va-t-il, comme il l'avait annoncé, renoncer au pouvoir fédéral et laisser le PS se débrouiller seul avec la N-VA? Pas sûr... Au PS, on pense que les libéraux vont se dégonfler et qu'ils participeront bien à la future majorité. Il y a un bien un risque pris par le PS pour sa future présence au fédéral mais, en fait, c'est le MR qui en subira les désagréments: s'il veut se venger des socialistes, il devra vendre son âme à la N-VA... Et ça, c'est la sanction électorale assurée aux prochaines élections.

Au PS, tout s'est précipité ces derniers jours en raison de l'attitude du CD&V. Les sociaux-chrétiens flamands n'ont plus donné signe de vie aux socialistes francophones. Et cela a semé le doute au boulevard de l'Empereur: et si, finalement, le MR, le CD&V et le CDH acceptaient de former un gouvernement avec la N-VA? Le CD&V serait-il en train de pousser à l'alliance anti-PS prônée par Bart De Wever? Le CD&V met en effet la pression sur son alter ego francophone du CDH pour qu'il franchisse ce tabou politique. Le PS s'en est rendu compte et a anticipé dans les Régions et à la Fédération Wallonie-Bruxelles un éventuel renvoi dans l'opposition également. Le PS vient de gagner une première grande victoire au Stratego des alliances par une guerre éclair tactique.

D'autres facteurs plus idéologiques et psychologiques ont joué. Sur le plan purement politique, le PS craint le PTB sur sa gauche et avait tout intérêt à nouer des majorités progressistes pour ne pas se faire accuser de gouverner avec "la droite libérale". Autre élément plus personnel: ce n'est pas un secret, au PS, de nombreux mandataires, à commencer par ceux qui occupent les postes les plus importants au sein du parti, n'aiment pas Charles Michel. Ils n'ont pas confiance en lui comme ils n'ont pas confiance en Didier Reynders, nous explique-t-on en haut lieu, Le CDH, manifestement, n'inspire pas la même réticence aux socialistes...

F.C

Bien vivant, le FDF est ramené à bord par le Parti socialiste

Le pouvoir ou la noyade". C'est ainsi que "La Libre Belgique" titrait, en novembre 2013, une analyse prospective quant à l'avenir du FDF. Le parti amarante sortait d'une séparation risquée avec le MR et peinait à prendre racine en Wallonie. Son discours communautaire ne semblait plus avoir la cote depuis la scission de BHV et, enfin, le parti avait vu ses moyens financiers baisser drastiquement. Tout cela n'était pas de bon augure en vue des élections et la perspective de cinq ans d'opposition en Région bruxelloise pouvait signifier une perte importante d'influence, voire l'anéantissement pur et simple du parti.

Les résultats du 25 mai ont démenti ces sombres perspectives car finalement, c'est l'inverse qui s'est produit. Le FDF est sorti vainqueur de la joute électorale. S'il n'est pas passé au-dessus du seuil d'éligibilité en Wallonie, il a rassemblé pratiquement 15% des suffrages à Bruxelles et s'est installé comme troisième parti, loin devant le CDH et Ecolo. Et sa tête de liste, Didier Gosuïn, est arrivée en tête des voix de préférence au niveau régional. Ce premier tour franchi avec succès, voici le FDF entamant des négociations avec le PS et le CDH en vue de former le futur gouvernement bruxellois. Pour l'heure, tout sourit donc au parti d'Olivier Maingain qui se paie en plus le luxe de mettre le MR de Charles Michel dans l'opposition régionale. On sait que, depuis leur séparation, les deux états-majors entretiennent des rapports quasi haineux.

Le retour au pouvoir du FDF en Région bruxelloise est dû, d'une part, au positionnement très centriste du parti, qui a pu s'affirmer plus volontiers hors du Mouvement réformateur alors que le FDF avait soutenu en son temps le "libéralisme social" porté par Louis Michel. Ce positionnement est évidemment de nature à plaire au PS qui est sorti gagnant des élections à Bruxelles comme en Wallonie. Le FDF a d'autres avantages: il ne devrait coûter que peu de postes ministériels et Didier Gosuïn est un ancien ministre régional très respecté. S'il se maintient dans la majorité annoncée hier, le FDF s'assure de belles années devant lui.

M. Co.

Le modèle bruxellois attaqué en Flandre

■ Coup de théâtre, Open VLD et CD&V rechignent à entamer des discussions avec le FDF en Région bruxelloise.

Le Parti socialiste aura surpris tout le monde hier après-midi. Les partis flamands en tête. A Bruxelles, on aura assisté à une drôle de séquence. Peu après 18 heures, soit juste après la conférence de presse donnée par Elio Di Rupo et consorts, Benoît Lutgen et Olivier Maingain, le cabinet de Guy Vanhengel envoyait un communiqué de presse aux rédactions. "Suite à l'annonce d'une formation d'une majorité du côté francophone à Bruxelles, Guy Vanhengel, chargé de former une majorité du côté néerlandophone, confirme qu'un accord a été trouvé entre l'Open VLD, le SP.A et le CD&V, y lisait-on. Ils apporteront une majorité pour la formation d'un gouvernement bruxellois. Une conférence de presse est prévue demain à 11 heures au BIP, la maison de la Région, avec les six partis de la majorité bruxelloise."

Le leader libéral néerlandophone prenait donc acte de l'évolution de la formation en cours du côté francophone. Mais coup de théâtre. Une dépêche surprenante de l'agence Belga tombait un peu plus tard. "L'Open VLD et le CD&V refusent de répondre à l'invitation des partis francophones bruxellois d'entamer des négociations", disait-elle en précisant que la présidente des libéraux flamands, Gwendolyn Rutten, le président du CD&V, Wouter Beke, et le formateur bruxellois, Guy Vanhengel, disent avoir de "sérieuses

difficultés avec une participation gouvernementale du FDF côté francophone". Les deux partis flamands auraient émis des réserves quant à la participation du FDF au gouvernement bruxellois lors des discussions qui se sont tenues dès après les élections.

Position intenable

En coulisse, on confirme que Guy Vanhengel a effectivement signalé aux francophones que le FDF pouvait incommoder les états-majors flamands. Mais lui-même n'aurait pas d'objection majeure à un gouvernement incluant le FDF. Ce que l'Open VLD et le CD&V ont du reste déjà fait par le passé. La communication des présidents de parti flamands est par ailleurs choquante à plus d'un titre pour les francophones. Il est en

effet d'usage, en Région bruxelloise, que les francophones et néerlandophones négocient chacun de leur côté les majorités gouvernementales. Sans qu'une communauté intervienne dans le choix de l'autre. Gwendolyn Rutten et Wouter Beke mettent donc à mal le modèle bruxellois, donnant l'impression de vouloir cogérer la capitale, analysait-on largement côté francophone.

Il était signalé également que la position des deux partis flamands est tout simplement intenable en ceci qu'elle paralyserait la Région bruxelloise et maintiendrait la

GUY VANHENGEL

Dépassé par la direction de son parti, l'Open VLD.

majorité néerlandophone actuelle, soit sans le SP.A et avec Groen. Le coup de sang de l'Open VLD et du CD&V était mis sur le compte des incertitudes quant à l'avancement de la formation en Flandre et au fédéral. La conférence de presse de vendredi ne devrait pas avoir lieu.

N. Co.

Di Rupo, ministre-Président ?

■ Sa reconduction en tant que Premier ministre est hautement improbable. Il pourrait finir sa carrière à la Région.

Qui pour composer quel gouvernement ? La partie de chaises musicales peut commencer... Les jours d'Elio Di Rupo (PS) au 16 sont comptés. Cela va de soi si le PS est dans l'opposition au fédéral. Mais même dans la majorité, le poste de Premier ministre ne devrait plus lui échoir. C'est que, hormis PS, CDH et SP.A, les soutiens seront peu nombreux...

En contrepartie, il pourrait devenir commissaire européen – à condition que son parti entre dans le gouvernement fédéral. Ou, plus probablement, ministre-Président wallon. Cela permettrait d'éviter une guerre des coqs entre le titulaire sortant du poste, Rudy Demotte, et son challenger Jean-Claude Marcourt. En outre, il laisserait définitivement la place de

président du PS à Paul Magnette, qui semble bien armé pour prendre la relève.

Marcourt devrait du coup rester ministre wallon de l'Economie, un poste qu'il affectionne. Et Demotte éventuellement rebondir à la tête du gouvernement de la Communauté française. A voir... Dans les rangs du CDH, les Bruxellois verraient bien Melchior Wathelet quitter le fédéral pour la Région wallonne. Ce serait une façon de faire retomber la pression après la saga du "plan Wathelet" sur le survol de Bruxelles. Parmi d'autres, Carlo Di Antonio, Dimitri Fourny, Marie-Martine Schyns, voire Maxime Prévot et François Desquesnes sont ministrables.

A Bruxelles, Rudi Vervoort (PS) sera reconduit dans la fonction de ministre-Président, sauf si le PS est dans l'opposition au fédéral. Dans ce cas, c'est sans doute Laurette Onkelinx (PS) qui occupera la fonction. Rachid Madrane (PS) et Céline Fremault (CDH) sont en bonne position pour rester au gouvernement. Didier Gosuin pour le FDF est, lui, quasi certain d'y entrer.

A. C., S.Ta. et M.Co.

“Le PS est maintenant certain d'aller au fédéral”

■ C'est l'avis du politologue Dave Sinardet, qui voit poindre une tripartite classique. Mais “le PS a fait un gros cadeau à la N-VA”. Au MR, “Reynders est affaibli”.

Entretien Laurent Gérard

Dave Sinardet, politologue à la VUB et à l'Université Saint-Louis, analyse les événements politiques de ce jeudi.

Quelle est votre première réaction à l'annonce des futures majorités à Bruxelles et en Wallonie ?

C'est surtout un grand cadeau du PS à la N-VA. Cela incite à mettre d'abord sur pied le gouvernement flamand, alors que le CD&V voulait d'abord voir ce qui allait se passer au fédéral. L'idée était de ne pas former des gouvernements régionaux avant le fédéral, ce qui pourrait être considéré comme une logique confédérale. Cela met la pression sur le CD&V pour avancer au niveau flamand, ce qui correspond au scénario de la N-VA. Déjà en campagne, PS et N-VA semblaient les meilleurs alliés. Cela continue.

Cela vous surprend ?

Oui, dans le sens où cela semble aider la N-VA. Mais peut-être que le PS a eu peur que les tentatives de formation d'un gouvernement fédéral de centre droit aboutissent. Le CDH ne va probablement plus s'allier avec le MR et la N-VA, contre le PS.

Est-il exclu de voir le CDH s'associer à un gouvernement de centre droit au fédéral ?

Non, mais c'est très improbable. Je suppose que cela fait partie du deal avec le PS. Le MR peut encore décider d'aller seul au gouvernement fédéral, mais ce serait une grosse prise de risque d'être le seul parti francophone dans un gouvernement avec la N-VA. Cela ne s'est encore jamais vu qu'il n'y ait qu'un parti d'une communauté. Mais en termes de division des postes, ce serait intéressant pour le MR : ils auraient sept ministres, vu qu'il faut une parité linguistique. Ce serait une manière de se venger du PS. Mais les chances d'un tel scénario sont minces.

S'il ne se produit pas, vers quoi se dirigerait-on ?

On entrerait alors dans la logique d'un gouvernement comprenant le PS et la N-VA. Mais c'est très difficile pour ces partis de trouver un compromis. Maintenant que le PS est presque sûr d'être au fédéral, il n'aura pas tendance à faire beaucoup de concessions. Et à la N-VA, je vois difficilement comment Bart De Wever pourra vendre à son arrière-ban d'entrer dans un gouvernement fédéral sans réforme de l'Etat et avec le PS.

On en arrive alors à une tripartite classique ?

Oui, cela semble être une solution logique, même si PS et CDH disposent à eux deux d'une majorité à la Chambre côté francophone.

Mais, côté flamand, SPA et CD&V n'ont pas de majorité.

Non, il faudrait donc y associer l'Open VLD. Il serait alors le seul parti libéral de la coalition, ce qu'il n'accepterait pas. On en revient donc à la tripartite traditionnelle.

La négociation s'annonce longue au fédéral.

Oui, ce ne sera pas facile, d'autant que ce

qui s'est passé jeudi renforce les chances d'avoir la N-VA dans le gouvernement flamand, avec le CD&V (même si certains affirment que c'était déjà fait). Pour le CD&V, ce n'est pas un bon scénario d'être avec la N-VA au niveau régional et sans la N-VA au fédéral, car la N-VA pourra utiliser le gouvernement flamand pour attaquer le niveau fédéral.

Le PS a-t-il réalisé un joli coup aujourd'hui ?

Oui, dans le sens où ils seront certainement au gouvernement fédéral, maintenant. En plus, au niveau régional, ils sont avec le CDH, qui est affaibli, surtout à Bruxelles. C'est logique de prendre le partenaire le plus faible, qui aura le moins de demandes sur le contenu. Mais c'est un peu le choix de la facilité aussi.

Le CDH, bien que son poids diminue continuellement, parvient toujours à jouer placé. Impressionnant, non ?

Absolument. On a beaucoup dit que Joëlle Milquet était scotchée au PS. On pourra maintenant dire la même

chose de Benoît Lutgen. Le CDH renforce son image de parti satellite du PS. Il faudra voir quelle pourra être leur influence dans ce gouvernement. Déjà dans la coalition précédente, ce n'était pas très clair.

Pour les Flamands de Bruxelles, la présence du FDF au gouvernement sera-t-elle facile à avaler ?

Le FDF n'a toujours pas une très bonne image, c'est clair. Cela pourrait faire grincer des dents (ce qui s'est déjà confirmé hier soir, Ndlr). Mais dans la campagne, il s'est profilé comme un parti davantage urbain que communautaire. Et Didier Gosuin n'est pas le plus obsédé par le communautaire. En même temps, le président reste Olivier Maingain, qui a une image communautaire très dure. Ce sera difficile à vendre. Par ailleurs, l'exécution de la sixième réforme de l'Etat, que le FDF n'a pas votée, va nécessiter beaucoup d'accords de coopération avec la Région bruxelloise. Sur ce point, le choix du FDF n'est pas le choix de la stabilité.

Le MR, en progrès mais mis dans l'opposition, crie au déni de démocratie. Justifié ?

Non. La démocratie, c'est d'avoir une majorité. Dans les années 80, on a eu des gouvernements de centre droit alors que le PS était le plus grand parti francophone. Il est vrai cependant qu'un bon nombre d'électeurs auront l'impression que leur vote ne fait pas beaucoup de différence. Mais je pense que le gros problème du MR, c'est de pas être devenu le premier parti à Bruxelles. La responsabilité en incombe surtout à Didier Reynders, qui s'était positionné comme l'homme fort du MR bruxellois. Sa position est affaiblie au sein du MR.

Charles Michel ne doit donc pas craindre une fronde ?

Non. Les résultats du MR sont meilleurs en Wallonie qu'à Bruxelles, où il espérait devenir le 1^{er} parti. La situation du CDH bruxellois est comparable: il n'a pas gagné et la position de son leader est affaiblie. Milquet a d'ailleurs disparu. Même les négociations bruxelloises étaient menées par Lutgen, alors qu'au PS, c'était Onkelinx.